

[Text]

May I approach your questions in reverse order, Mr. Caccia? The second question is one that has occupied me for a long period of time and certainly has occupied the attention and the work of a number of committees, both of the House of Commons and in the other place, as you know.

If I may be permitted to offer you advice at this stage, the important issue is to make Canadians aware that there is a mutuality of vulnerability, that there is an interdependence, that there is a net fiscal flow of financial resources from south to north, that we in Canada sell more to the developing countries than we do to all the members of the European Community put together, that we therefore have a stake—a financial stake, as this committee is now looking at, an environmental stake, a social stake—in the health and the survival and the continued development of the countries in the southern part of the hemisphere.

The recent activities undertaken, led by the United States government, first the Baker, now the Brady plan, the activities now under way in the World Bank and with the IMF, in an endeavour to give to the developing countries an opportunity to find some breathing space in the way in which they service this debt, are welcome signs. I worry that the support necessary to the banks to encourage them to participate in these activities is not always present.

As well, I ask the question whether the Canadian tax system is an encouragement to the Canadian banks to set off loan loss reserves, which are then of some tax advantage to them but of no value at all to the developing countries, who continue to owe every cent on every dollar borrowed.

The worry I have in this instance and another one that has to go towards awareness and attitudinal change in this and other northern countries is the fact that developing countries have access to only so much foreign exchange. If they use the bulk of that foreign exchange, as some of them are now doing, to service debt, then it is not available to them to buy goods and services from exporting countries such as Canada. There is a linkage in this respect.

Coming to your first question, you are quite right: that proposal was put forward by Prime Minister Gandhi, one of a number. They were raised at the meeting of the western economic summit in Paris a year ago. What Mr. Gandhi was proposing at that time was that there be a recommencement, if you will, of the north-south dialogue. As you know, the attitude of the north, with the single exception of the Government of France, indicated that now was perhaps not the time to do that. This was a disappointment to me, because I feel that this kind of dialogue is absolutely essential and should continue.

One of my colleagues may know just exactly where that particular proposal about compensation to chemical companies rests at the moment. I do not think it rests anywhere. It was a proposal put forward.

[Translation]

J'aimerais prendre votre question à rebours, monsieur Caccia. La deuxième question me préoccupe depuis longtemps et elle a retenu l'attention d'un certain nombre de comités, aussi bien à la Chambre des communes qu'à l'autre endroit, comme vous le savez.

Si vous me permettez de donner un conseil sur ce point, il me semble essentiel de faire comprendre aux Canadiens que la vulnérabilité existante est mutuelle, qu'il existe une interdépendance, qu'il y a un flux fiscal net de ressources financières du Sud vers le Nord, qu'au Canada, nous vendons plus aux pays en développement qu'à tous les membres de la Communauté économique européenne réunie, que nous avons donc un intérêt majeur—intérêt financier, ce qu'étudie actuellement ce Comité, intérêt environnemental et social—dans la santé, la survie et le développement soutenu des pays du sud de l'hémisphère.

Les activités entreprises récemment, sous la direction du gouvernement américain, tout d'abord le plan Baker, puis le plan Brady, les programmes actuellement en cours à la Banque mondiale et avec le FMI, dans le but de donner aux pays en développement un peu de répit en ce qui concerne le service de la dette, sont des signes positifs. Je m'inquiète de voir que l'appui nécessaire pour encourager les banques à participer à ces activités n'est pas toujours présent.

Je me demande également si le système fiscal canadien encourage réellement les banques canadiennes à établir des réserves pour les pertes sur les prêts, ce qui peut représenter pour elles un certain avantage sur le plan fiscal, mais n'offre aucun intérêt pour les pays en développement, qui continuent à devoir la totalité des sommes empruntées.

En fait, et c'est ce qui m'inquiète, ainsi que la question de la prise de conscience et du changement d'attitude dans notre pays et d'autres pays du Nord, les pays en développement n'ont accès qu'à une quantité limitée de devises étrangères. S'ils en utilisent la majeure partie, comme certains le font actuellement, pour le service de la dette, ils ne peuvent plus en disposer pour acheter des biens et des services à des pays exportateurs comme le Canada. Il existe donc un lien à cet égard.

Pour en venir à votre première question, vous avez tout à fait raison: cette proposition a été entre autres présentée par le premier ministre Gandhi. C'était lors d'une réunion du sommet économique des pays de l'Ouest à Paris, il y a un an. M. Gandhi a proposé à l'époque que l'on reprenne, si vous voulez, le dialogue Nord-Sud. Comme vous le savez, à l'exception du gouvernement français, les pays du Nord ont considéré que le moment n'était peut-être pas très bien choisi pour cela. Ceci m'a beaucoup déçu, car je trouve que ce dialogue est absolument essentiel et devrait se poursuivre.

L'un de mes collègues sait peut-être exactement ce qu'il est advenu de cette proposition particulière sur les compensations aux sociétés chimiques. Je crois que l'on n'en est nulle part. C'était l'une des propositions présentées.